

## ÉVÉNEMENT

# Tourisme: D'abord restructurer la dette!

• Les créances en souffrance s'élèvent à 40% de l'encours global des crédits bancaires

• Une feuille de route en préparation pour les projets en difficulté

LE tourisme veut revenir dans le radar des capitaux nationaux et étrangers. Pour y arriver, l'Association nationale des investisseurs touristiques (Anit) livre sa recette aux multiples ingrédients stratégiques et opérationnels. Le prochain ministre de tutelle aura ainsi du pain sur la planche, au moment où le tourisme n'a jamais autant été peu attractif aux investissements que maintenant. En tête de liste des priorités, figure «la restructuration des dettes liées aux projets en difficulté», explique Jalil Benabbés-Taarji, président de l'Anit. L'association se penche sur ce chantier depuis



Les investisseurs ont déserté Saïdia et ses golfs. Le secteur bancaire s'était engagé à apporter 24 milliards de DH au financement de la Vision 2020. Ce n'est pas gagné d'avance (Ph. L'Economiste)

une année déjà. Cette réflexion devrait incessamment aboutir à une feuille de route «innovante, ambitieuse mais réaliste», et qui sera ensuite présentée à la tutelle. Si les grandes lignes de cette stratégie sont encore

du domaine du confidentiel, l'objectif est clair. «Nous voulons relancer la machine à financer le secteur, en apurant les anciennes dettes et en injectant des capitaux propres additionnels», explique le patron des investisseurs touristiques. Pour donner une idée de l'ampleur de la tâche, la dernière photographie disponible sur l'endettement du secteur montrait déjà que 40% de l'encours en crédits bancaires au secteur (plus de 18 milliards de DH), seraient en souffrance.

C'est 2 fois plus que dans les autres secteurs d'activité. D'où une frilosité quasi généralisée chez les banquiers à (re)mettre la main à la poche. La crise de confiance est là: le secteur ne pèse que 2,4% de l'ensemble des crédits bancaires à fin 2014.

L'essentiel de ces projets en difficulté sont dans le «Plan Azur». Selon les derniers états des lieux disponibles, à peine 3% et 6% des capacités touristiques et résidentielles ont été réalisées, en termes de nombres de lit. Les opérateurs nationaux et étrangers ont littéralement déserté ce programme axé essentiellement sur le balnéaire. Pour sauver la situation, l'Etat, à travers la SMIT et la CCG, a lancé en janvier dernier un fonds de garantie de 400 millions de DH. Cette manne est censée être un stimulus efficace à l'investissement privé. A fin 2015, le cumul des investissements engagés depuis le lancement de la Vision, est de 122 milliards de DH à fin 2015, soit 87% de l'enveloppe prévue (140 milliards de DH).

Si l'investissement ne décolle pas, c'est aussi parce que l'attractivité de la destination piétine depuis plusieurs années. Après un léger recul des arrivées touristiques à -0,1% à fin 2015, la reprise ne devrait pas être pour cette année. □

Safall FALL

## «Nous avons besoin de ruptures»

- L'Economiste : Qu'attendez-vous du prochain exécutif?

- Jalil Benabbés-Taarji: En premier lieu, nous espérons une déclaration gouvernementale de principe sincère et résolue. Ce qui nous a terriblement manqué depuis fin 2011. Ceci étant posé, parmi les priorités je peux citer l'augmentation significative des budgets annuels mis à la disposition de l'ONMT. Un supplément de 300 millions de DH par an sur 3 ans, est un minimum pour rattraper le recul de ces mêmes budgets, puis leur stagnation tout au long des 5 dernières années du gouvernement sortant. Parallèlement, la mise en place effective du Conseil supérieur du tourisme et l'activation d'une politique de régulation des capacités et de l'offre qui en découle. Enfin, la mise à plat de la gouvernance tant des secteurs privé que public. Nous avons besoin de ruptures.



Jalil Benabbés-Taarji, Président de l'Anit (Ph. Anit)

- Cette «rupture» semblait pourtant bien partie en 2010... Que s'est-il passé?  
- En 2006 déjà nous avons proposé une restructuration du secteur privé. Conformément à l'esprit et à la lettre de la Vision 2010. Débattue. Validée. Puis irrégulière-

ment rejetée. Fin 2011, de nouveau, nous avons proposé puis co-signé un protocole avec la CGEM, la CNT etc. Ce protocole, fruit d'un compromis douloureux, devait nous permettre de rétablir la dimension patronale de nos instances représentatives et la mise à niveau générale des statuts des différentes fédérations professionnelles. Cinq ans plus tard, rien n'a été fait. Rien, malgré les relances de l'Anit. Nous faisons aujourd'hui appel à la CGEM pour aller de l'avant.

- S'il fallait repenser la Vision 2020, quelles seraient vos priorités?

- Je commencerai par un vrai bilan partagé de la Vision 2010 et la conclusion du bilan de mi parcours de la Vision 2020 qui est achevé par le Boston Consulting Group depuis 3 mois. Ce travail est mis au tiroir faute –par le ministre sortant– de pouvoir l'assumer et le partager. Ces deux bilans nous indiqueront les grandes lignes du re-engineering. Nous comptons donc sur le prochain ministre du Tourisme pour plus d'entrain et d'écoute. Notre secteur le vaut bien. Au-delà de tout dogme et non-dit. □

Propos recueillis par Safall FALL

Pour réagir à cet article:  
courrier@leconomiste.com